

C2A

Commissariat aux comptes

Commissariat Audit Assistance
Société de commissariat aux comptes
inscrite près la cour d'Appel de
Saint Denis de la Réunion

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EMAP OI

Association Ecole des Métiers à l'Accompagnement de la Personne de l'Océan Indien

Association Loi 1901

Siège social : 1D, Chemin Vélia - BP 24 -
97432 RAVINE DES CABRIS

SIRET / APE : 440 944 544 00020 / 8559A

Sur les comptes clos au

31 DECEMBRE 2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EMAP OI

Ecole des Métiers à l'Accompagnement de la Personne de l'Océan Indien

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'assemblée générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association EMAP OI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie intitulée « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de réglementation comptable » de l'annexe des comptes annuels concernant l'application du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers à compter du 1^{er} janvier 2025.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que nous n'avons réalisé aucune diligence sur la régularité de la comptabilité analytique et les informations qui en découlent.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Saint Paul, le 13 mai 2026

C2A, Commissaire aux Comptes



Sébastien ROBERT, associé

ANNEXE : DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
	Frais d'établissement (I)				
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement			
		Frais de recherche et développement			
		Frais de développement			
		Donations temporaires d'usufruit			
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	103 878	103 878	570
		Immobilisations incorporelles en cours			
		Avances et acomptes			
		Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes			
		Autres immobilisations incorporelles			
		TOTAL	103 878	103 878	570
	Immobilisations corporelles	Terrains			
		Constructions			
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 240 544	973 442	267 101
		Immobilisations corporelles en cours			280 125
		Avances et acomptes			10 764
		Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	10 764		10 764
		Autres immobilisations incorporelles			
		TOTAL	1 251 308	973 442	277 865
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées			
		Participations			
		Créances rattachées à des participations			
		Autres titres immobilisés			
		Prêts	12 966		12 966
		Autres immobilisations financières	1 545		1 545
		TOTAL	14 511	14 511	14 511
	Total (II)		1 369 699	1 077 321	292 377
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	760 209	3 864	756 344
		Créances reçues par legs ou donations			
		Autres créances	2 678 268		2 678 268
		Charges constatées d'avance	23 632		23 632
		TOTAL	3 462 110	3 864	3 458 245
	Divers	Valeurs mobilières de placement			
		Instruments de trésorerie			
		Instruments financiers à terme et jetons détenus			
		Disponibilités	1 303 913		1 303 913
		Charges constatées d'avance			889 434
					19 286
	Total (III)		4 766 023	3 864	4 762 158
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)				
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		6 135 722	1 081 186	5 054 536	4 922 269
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	221 824	221 824
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	338 488	331 013
	Excédent ou déficit de l'exercice	6 543	7 475
	Situation nette (sous-total)	566 856	560 313
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	298 563	365 800
	Provisions réglementées		
Total (I)		865 420	926 113
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total (I bis)			
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total (II)			
Provisions	Provisions pour risques	2 174 695	1 655 886
	Provisions pour charges		
Total (III)		2 174 695	1 655 886
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	122 634	167 973
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	60	
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	188 137	285 423
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	612 800	715 832
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	619	69 045
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	1 090 168	1 101 994
Total (IV)		2 014 420	2 340 269
Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)			
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		5 054 536	4 922 269
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	220	325
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service dont parrainages	347 756	382 627
	Production stockée		
	Production immobilisée		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	3 935 053	4 130 992
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public Dons manuels Mécénats Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		44 873
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		188 655
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	520 450	
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Charges d'exploitation	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	124 469	37 008
	Total des produits d'exploitation (I)	4 927 949	4 784 483
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	769 800	812 990
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	90 672	94 791
	Salaires et traitements		1 782 116
	Salaires	1 708 651	
	Charges sociales		717 900
	Cotisations sociales	686 975	
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	96 190	102 756
	Dotations aux provisions	1 039 600	1 149 739
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	209	
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	529 668	173 833
	Total des charges d'exploitation (II)	4 921 769	4 834 129
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		6 180	-49 645

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 782	973
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers (III)		1 782	973
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	1 408	1 843
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières (IV)		1 408	1 843
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)		374	-870
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		6 554	-50 515
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		69 126
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels (V)			69 126
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion		9
	Sur opérations en capital		11 126
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles (VI)			11 135
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)			57 990
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		11	
Total des produits (I + III + V)		4 929 731	4 854 583
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		4 923 188	4 847 108
EXCÉDENT OU DÉFICIT		6 543	7 475
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		2 680	
Bénévolat			
TOTAL		2 680	
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		2 680	
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
TOTAL		2 680	

2 Descriptions de l'entité

1. Objet social

L'association Ecole des Métiers à l'Accompagnement de la Personne a été créée le 1er février 2002.

L'association a pour objet de créer et gérer des dispositifs d'information, de formation, de conseil et de recherche au service de la professionnalisation des activités, des personnes et des organisations du domaine social et de la santé.

L'EMAP OI accompagne les personnes dans leur parcours de professionnalisation et au sein des formations de tous niveaux, y compris des formations supérieures dans les domaines du social, sanitaire et médico-social. Elle utilise différents dispositifs de formation, dont la formation par l'apprentissage.

L'association inscrit son action dans une logique de développement interculturel des territoires de l'Océan Indien.

2. Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'EMAP OI vise à :

- Répondre aux besoins des personnes fragiles et vulnérables en matière d'information et de formation pour les métiers de la santé et/ou du social :
 - formations préprofessionnelles - formations diplômantes directes et/ou par la Validation des Acquis de l'Expérience,
 - perfectionnement, production de nouvelles compétences,
 - actions de développement sur sites,
 - recherche-action,
- Opérationnaliser les politiques en relation avec les institutions locales de proximité à partir :
 - d'appuis techniques,
 - d'études des besoins sociaux,
 - d'animation, informations, publications (journée d'étude, colloques, ateliers de créativité et d'innovation)
- Assurer la représentation régionale des adhérents auprès des pouvoirs publics, des instances professionnelles, des partenaires publics et privés
- Participer à la définition d'une organisation sociale et médico-sociale sur le plan régional
- Soutenir l'innovation et l'expérimentation dans le domaine des métiers de la santé et/ou social
- Développer la coopération india-océanique dans son champ d'activité.

3. Faits caractéristiques d'importance significative

CONVENTIONS :

Sur l'exercice 2025, l'EMAP a été conventionné pour son activité de formation sur la base de 4 conventions comme en 2024.

- Convention IRFP FSE N°2025-0329 attribuée pour 1 087 030.97 €
- Convention EFTS FSE N°2025-0328 attribuée pour 1 430 710.64 €
- Convention EFTS N°2025-5809 attribuée pour 762 €
- Convention EFTS Pacte N°2025-0354 attribuée pour 1 350 658.81 €

Au 31 décembre 2025, sur la base des heures de formations réalisées par l'EMAP et des dépenses éligibles,

les comptes intègrent un produit de subvention pour 3 843 294 €.

Ce produit se décline de la façon suivante :

- Convention IRFP FSE N°2025-0329 attribuée pour 1 087 030.97 €
- Convention EFTS FSE N°2025-0328 attribuée pour 1 430 710.64 €
- Convention EFTS N°2025-5809 attribuée pour 762 €
- Convention EFTS Pacte N°2025-0354 attribuée pour 605 138.33 €

A noter que 2 conventions de 2024 ont été constatées en produits pour motifs que les formations ont été

terminés en 2025. Elles concernent :

- Convention IRFP Pacte N°2024-1153 attribuée pour 143 664.64 €
- Convention EFTS Pacte N°2024-0673 attribuée pour 575 987.72 €

3 Principes et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et des règlements ANC N°2014-03, relatif au Plan Comptable Général, et N°2018-06, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non-lucratif (en tenant compte de tous les règlements les modifiant à ce jour dans leurs versions consolidées).

L'entité ne déroge pas aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'exercice comptable s'est étendu sur 12 mois, du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Principales méthodes comptables retenues :

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Autres méthodes adoptées :

Engagement en matière de retraite :

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Au 31 décembre 2025, les engagements de retraite représentent 118 567 €.

Une provision pour charge à payer a été comptabilisée dans les comptes de l'EMAP.

Le taux d'actualisation brut retenu est de 3,59%.

3.2 Changements comptables

Changement de réglementation comptable :

Conformément à l'application du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, qui modifie le règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan comptable général, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

L'association a opéré un changement de méthode comptable conformément à la réglementation applicable pour l'exercice 2025.

A ce titre, le changement de réglementation appliqué de manière prospective impacte la présentation des comptes de la manière suivante :

- Retraitement des éléments entrant dans le résultat exceptionnel avant l'application du Règlement en résultat courant.
- Suppression de la technique de transferts de charge qui ont été comptabilisés conformément à la nouvelle réglementation en vigueur

4 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

4.1 Informations relatives à l'actif

4.1.1 Mouvements des postes d'immobilisations, amortissements et dépréciations

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée le cas échéant dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production.
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale.
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les immobilisations sont amorties selon les méthodes suivantes :

- Brevets : 1 à 3 ans en linéaire ;
- Licences : 1 à 3 ans en linéaire ;
- Matériels : 5 à 10 ans en linéaire ;
- Outillages : 5 à 10 ans en linéaire ;
- Agencements de bureaux : 10 ans en linéaire ;
- Agencements légers : 10 ans en linéaire ;
- Matériels de transport : 5 ans en linéaire ;
- Matériels de bureau : 5 à 10 ans en linéaire ;
- Matériels informatiques : 3 ans en linéaire ;
- Mobiliers : 10 ans en linéaire ;

1. Tableau des immobilisations – Cadre général

	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	103 878	-	-	103 878
Immobilisations corporelles	1 172 381	82 808	3 881	1 251 308
Immobilisations financières	14 511	-	-	14 511
TOTAL	1 290 771	82 808	3 881	1 369 699

2. Tableau des amortissements – Cadre général

	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	103 308	570	-	103 878
Immobilisations corporelles	881 491	95 623	3 672	973 442
Immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL	984 800	96 193	3 672	1 077 321

3. Tableau des dépréciations

	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	-	-
Stocks et en-cours	-	-	-	-
Créances	3 523	341	-	3 864
TOTAL	3 523	341	-	3 864

4.1.2 Dépréciations de l'actif circulant

Postes	Au 31-12-2025	Au 31-12-2024
Créances clients et comptes rattachés	3 864	3 523
Autres créances	-	-
TOTAL	3 864	3 523

-

4.1.3 État des échéances des créances à la clôture de l'exercice

Créances ^(a)	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé	14 511	-	14 511
Créances de l'actif circulant	3 417 711	3 417 711	-
Charges constatées d'avance	23 632	23 632	-
TOTAL	3 455 856	3 441 344	14 511

^(a) À développer si nécessaire

4.2 Informations relatives au passif

4.2.1 Provisions et passifs éventuels

1. Provisions

Rubriques	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice
Provisions pour risques	1 655 886	1 039 258
<i>dont provisions pour litiges</i>	-	-
<i>dont provisions pour garanties données aux clients</i>	-	-
<i>dont provisions pour amendes et pénalités</i>	-	-
<i>dont provisions pour pertes de change</i>	-	-
<i>dont provisions pour pertes sur contrats</i>	-	-
<i>Dont autres provisions pour risques</i>	1 655 886	1 039 258
Provisions pour charges	-	-
<i>dont engagements de retraite et avantages similaires</i>	-	-
<i>dont provisions pour restructurations</i>	-	-
<i>dont provisions pour impôts</i>	-	-
<i>dont provisions pour renouvellement des immobilisations - entreprises concessionnaires</i>	-	-
<i>dont provisions pour gros entretien ou grandes révisions</i>	-	-
<i>dont provisions pour remise en état</i>	-	-
<i>Dont autres provisions pour charges</i>	-	-
TOTAL	1 655 886	1 039 258

Rubriques	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
	Utilisées	Non-utilisées	
Provisions pour risques	520 450	-	2 174 695
<i>dont provisions pour litiges</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour garanties données aux clients</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour amendes et pénalités</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour pertes de change</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour pertes sur contrats</i>	-	-	-
<i>Dont autres provisions pour risques</i>	520 450	-	2 174 695
Provisions pour charges	-	-	-
<i>dont engagements de retraite et avantages similaires</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour restructurations</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour impôts</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour renouvellement des immobilisations - entreprises concessionnaires</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour gros entretien ou grandes révisions</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour remise en état</i>	-	-	-
<i>Dont autres provisions pour charges</i>	-	-	-
TOTAL	520 450	-	2 174 695

4.2.2 Précisions sur les provisions significatives et certains passifs

1. Provisions significatives

Les provisions pour risques et charges au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2025 affichent un total de 2 036 197 € et concernent les conventions suivantes :

Conventions ayant pris fin en 2023

- Convention IRFP N°2023-0338 provision comptabilisée pour 98 373 €.
 - Convention Pacte 2021 N° 2022-1050 provision comptabilisée pour 238 334 €.
- Soit un total de **336 707 €** au titre des conventions ayant pris fin en **2023**.

Conventions ayant pris fin en 2024

- Convention IRFP Pacte N°2023-0498 provision comptabilisée pour 96 341 €.
 - Convention EFTS Pacte N°2024-0968 provision comptabilisée pour 566 640 €.
 - Convention IRFP FSE N°2024-0445 provision comptabilisée pour 135 748 €.
- Soit un total de **798 729 €** au titre des conventions ayant pris fin en **2024**.

Conventions ayant pris fin en 2025

- Convention IRFP Pacte Sanitaire N°2024-1153 provision comptabilisée pour 66 235 €.
- Convention EFTS Pacte Social N°2024-0673 provision comptabilisée pour 357 061 €.
- Convention IRFP FSE N°2025-0329 provision comptabilisée pour 217 653 €.
- Convention EFTS FSE N°2025-0328 provision comptabilisée pour 259 812 €.

Soit un total de **900 761 €** au titre des conventions ayant pris fin en **2025**.

-

4.2.3 État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

Dettes ^(a)	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Échéance à plus de cinq ans
Emprunts et dettes assimilées	122 093	40 620	81 473	-
Fournisseurs et comptes rattachés	188 137	188 137	-	-
Autres dettes	608 993	608 993	-	-
Produits constatés d'avance	1 090 168	1 090 168	-	-
TOTAL	2 009 393	1 927 920	81 473	-

4.2.4 Variation des fonds propres

1. Variation des fonds propres

	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation	
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public
Fonds propres sans droit de reprise	221 824	-	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Écarts de réévaluation	-			-	
Réserves	-	-	-	-	
Report à nouveau	331 013	7 475	-	-	
Excédent ou déficit de l'exercice	7 475	-7 475	-	6 543	-
Dotations consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	365 800			-	
Provisions réglementées	-			-	
TOTAL	926 113	-	-	6 543	-

	Diminution ou consommation		À la clôture de l'exercice
	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	221 824
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-
Écarts de réévaluation	-		-
Réserves	-		-
Report à nouveau	-		338 488
Excédent ou déficit de l'exercice	-	-	6 543
Dotations consommables	-	-	-
Subventions d'investissement	-67 237		298 563
Provisions réglementées	-		-
TOTAL	-67 237	-	865 420

4.3 Informations relatives au compte de résultat

4.3.1 Précisions relatives à certains éléments

1. Produits à recevoir et charges à payer au titre de l'exercice

Produits à recevoir	Montants
Produits à recevoir	9 215
Fournisseurs Avoirs à recevoir	235
Clients factures à établir	6 481
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
TOTAL	15 932

Charges à payer	Montants
Fournisseur factures non parvenues	74 529
Personnel Congés payés (C.P.)	136 963
Personnel indemnités Retraite	118 567
Personnel Charges à payer divers	2 240
Organismes sociaux C.P.	62 224
Organismes sociaux divers	13 254
Formation continue	16 626
Etat charges à payer	4 421
Intérêts courus à payer	600
Intérêts courus sur emprunts	60
TOTAL	429 487

2. Produits et charges imputables à un autre exercice

Produits imputables	Montants
PCA Convention N°2020/1677	19 069
PCA Convention N°2020/2460	75 492
PCA Convention N°2021/0080	39 715
PCA Convention N°2021/0811	72 219
PCA Convention N°2022/0512	107 676
PCA Convention Pacte 2025-26	170 833
PCA Convention Pacte sociales 25/26	574 688
PCA Frais Inscription 25/26	30 475
-	-
-	-
TOTAL	1 090 167

Charges imputables	Montants
CCA Maintenance	13 505
CCA Télécommunications	825
CCA Licences	1 429
CCA services extérieurs	901
CCA Locations	6 974
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
TOTAL	23 634

4.3.2 Honoraires des commissaires aux comptes

1. Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes

	Cabinet C2A	-
Honoraires afférents à la certification des comptes	13 669	-
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (*)	-	-
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité	-	-
TOTAL	13 669	-

(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce

2. Honoraires des commissaires aux comptes ne certifiant pas les comptes ou des organismes tiers indépendants pour la certification des informations en matière de durabilité

	-	-
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (*)	-	-

(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce pour les commissaires aux comptes et à l'article L.822-24 du code de commerce pour les OTI

4.3.3 Concours publics et subventions

Nature	Libellé	Montant	Catégorie d'autorité administrative
Subvention d'exploitation	REGION	3 843 294	Collectivités territoriales
Subvention d'exploitation	Contrats aidés et taxe apprentissage	24 521	Etat
Subvention d'investissement	REGION	67 237	Collectivités territoriales
-	-	-	-
TOTAL		3 935 053	

4.3.4 Contributions volontaires en nature

	Montant
Contributions volontaires en nature	
Dons en nature	-
Prestations en nature	2 680
Bénévolat	-
TOTAL	2 680
Charges sur contributions volontaires en nature	
Secours en nature	-
Mises à disposition gratuite de biens	2 680
Prestations en nature	-
Personnel bénévole	-
TOTAL	2 680
SOLDE	-

En 2025, une convention de mise à disposition d'un terrain à titre gratuit à été signée avec la commune de Saint Pierre.

Ce bien valorisé à 2 680,29 €/an est destiné exclusivement à un espace de stationnement.

5 Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

5.1 Engagements hors bilan donnés et reçus

Engagements hors bilan	Donnés	Reçus
Avals, cautionnements et garanties	-	48 363
Sûretés reçues	-	-
Sûretés données	-	-
Créances cédées non-échues (dont les effets de commerce escomptés non-échus)	-	-
Cessions de créances Dailly et affacturage	-	-
Garanties d'actif et de passif	-	-
Clauses de retour à meilleure fortune	-	-
Portage et autres engagements sur titres de capital	-	-
Engagements consentis de manière conditionnelle	-	-
Engagements de retraite et avantages similaires	-	-
Autres engagements	-	-

Société de cautionnement CIE EUR DE GARANTIES ET CAUTIONS (quotité 40% de 120 907 euros)

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

EMAP OI

Association Ecole des Métiers à l'Accompagnement de la Personne de l'Océan Indien

Association Loi 1901

Siège social : 1D, Chemin Vélia - BP 24 -
97432 RAVINE DES CABRIS

SIRET / APE : 440 944 544 00020 / 8559A

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
CONVENTIONS REGLEMENTEES**

EMAP OI

Ecole des Métiers à l'Accompagnement de la Personne de l'Océan Indien

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Saint Paul, le 13 mai 2026

C2A, Commissaire aux Comptes

A blue ink signature, appearing to be 'S. Robert', written in a cursive style.

Sébastien ROBERT, associé